

Le député de Windsor-Ouest peut donc conclure de mes propos que je prête une oreille sympathique au point qu'il fait valoir en invoquant le Règlement. Je crois que la question est réglée.

M. Gray (Windsor-Ouest): Allez-vous permettre au député de Glengarry-Prescott-Russell (M. Boudria) d'invoquer le Règlement pour rétablir les faits publiquement?

M. le Président: A l'ordre, je vous prie. Je crois que le député de Windsor-Ouest s'est déjà chargé lui-même de rétablir les faits.

M. Turner (Vancouver Quadra): Ils ne sont pas rétablis dans le compte rendu.

M. le Président: Le député de Windsor-Ouest a invoqué le Règlement . . .

M. Gauthier: Vous l'avez interrompu.

M. le Président: . . . alors qu'il n'avait pas matière à l'invoquer et j'ai tâché de régler cette question le mieux que j'ai pu.

Le député d'Athabasca (M. Shields) est le député suivant qui a invoqué le Règlement. Ensuite, je donnerai la parole au député de Shefford (M. Lapierre).

M. Shields: Monsieur le Président, le député de Saint-Denis (M. Prud'homme) a déclaré dans son rappel au Règlement qu'il voulait vérifier . . .

M. Gauthier: Nous avons repris le débat.

M. Shields: . . . la pétition pour voir si les signataires étaient de vrais Canadiens ou bien du personnel de la Chambre des communes. J'ai entendu l'interprète le dire, et je veux simplement obtenir des précisions. Je suis persuadé qu'il n'est pas . . .

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Nous semblons perdre de vue la véritable nature d'un rappel au Règlement.

Mme Copps: Je vais rédiger une autre pétition.

M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell): Monsieur le Président, fort de ce que vous m'avez conseillé de faire, je voudrais soulever la question dont j'ai discuté avec vous auparavant, mais cette fois-ci par le biais d'un rappel au Règlement, car c'est ainsi que j'interprète votre conseil. Je vais expliquer très brièvement que les accusations portées contre moi par le premier ministre ne sont pas fondées, qu'elles sont fausses et qu'elles n'auraient certainement pas dû être faites à la Chambre des communes.

Monsieur le Président, à aucun moment pendant le voyage que sept députés conservateurs et moi-même avons fait à Taïwan, nous avons dépensé des fonds publics. C'est ce dont nous a accusés le premier ministre (M. Mulroney). Je vous prie, monsieur le Président, de revoir les bleus, comme on dit, et d'en juger vous-même.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Hnatyshyn: Vous voulez simplement protéger les Taïwanais.

Pétitions

Mr. Turner (Vancouver Quadra): Chaque fois que vous essaieriez de nous faire ce coup, Ray, nous nous défendrons—je dis bien chaque fois.

M. le Président: Je rappelle à l'ordre les députés et leurs très honorables collègues.

Le député de Glengarry-Prescott-Russell (M. Boudria) nous a consigné au compte rendu ce qu'il pensait être vrai, c'est à cela que sert ce mécanisme. Il n'y a pas matière à faire un rappel au Règlement ou à invoquer la privilège.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

GESTION ET SERVICES AUX DÉPUTÉS

PRÉSENTATION DU 5^e RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter le cinquième rapport du Comité permanent de la gestion et des services aux députés, dans les deux langues officielles.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui au sujet du rapport précité.]

* * *

[Traduction]

PÉTITIONS

ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DE LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET L'ABOLITION DES AUGMENTATIONS D'IMPÔT

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, je voudrais présenter une pétition portant les signatures d'un grand nombre de citoyens de la Colombie-Britannique, y compris certains citoyens de l'île Hornby et de l'île Vancouver ainsi que du sud-ouest de la province qui craignent que la désindexation des allocations familiales et la réduction des allocations versées au titre des enfants ne soient particulièrement injustes pour les mères seules. Ils demandent à la Chambre des communes de rétablir l'indexation intégrale des allocations familiales et d'abroger les majorations injustes d'impôt figurant dans le dernier budget.

LES EXPORTATIONS DE GRUMES DEPUIS LE PORT DE STEWART

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, j'ai une très longue pétition signée par presque tous les citoyens de la localité de Stewart, dans le nord de la Colombie-Britannique. Les pétitionnaires espèrent que la Chambre prendra des dispositions afin que les grumes exportées depuis le port de Stewart soient chargées sur place. Cela permettrait de créer immédiatement des emplois dans la petite ville de Stewart. Les citoyens de cette localité estiment qu'ils doivent profiter de cette res-